



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.1/49/L.7
31 octobre 1994
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-neuvième session
PREMIÈRE COMMISSION
Point 64 b) de l'ordre du jour

EXAMEN DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ET DÉCISIONS ADOPTÉES
PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE À SA DIXIÈME SESSION EXTRAORDINAIRE :
RAPPORT DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

Chili : projet de résolution

Rapport de la Conférence du désarmement

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Conférence du désarmement¹,

Consciente qu'il faut adopter une approche globale du processus de désarmement et améliorer le fonctionnement et l'efficacité du mécanisme multilatéral de maîtrise des armements et de désarmement, comme le Secrétaire général l'a aussi envisagé dans son rapport sur les nouvelles dimensions de la réglementation des armements et du désarmement dans la période de l'après-guerre froide²,

Rappelant ses résolutions sur la question, en particulier sa résolution 48/77 B, du 16 décembre 1993, concernant, notamment, la poursuite de l'examen, par la Conférence du désarmement, de son ordre du jour, de sa composition et de ses méthodes de travail, qui a mis en relief la nécessité d'augmenter substantiellement le nombre actuel des membres de la Conférence,

Pleinement convaincue qu'une composition élargie est indispensable si l'on veut profiter du climat international actuellement propice pour négocier, sur la base solide d'une participation plus représentative, un traité d'interdiction complète des essais et d'autres accords importants qui requièrent une adhésion universelle,

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-neuvième session, Supplément No 27 (A/49/27).

² A/C.1/47/7.

Rappelant que la Conférence du désarmement, qui est financée par le budget ordinaire de l'Organisation s'est vu accorder, aux termes de la résolution 48/77 B, des services supplémentaires d'appui administratif et technique et de conférence, en prévision de son expansion,

Rappelant aussi sa résolution 1722 (XVI) du 20 décembre 1961, concernant la création de la Conférence du désarmement, qui était alors le Comité des 18 puissances sur le désarmement,

Soulignant que, malgré l'évolution spectaculaire de la situation internationale et malgré des consultations constantes, le nombre des membres de la Conférence n'a pas augmenté au cours des 15 dernières années,

Notant avec satisfaction que, dans son rapport annuel, la Conférence du désarmement fait part de son intention de remettre en vigueur ses propres procédures prévoyant un examen périodique de sa composition,

Regrettant, toutefois, que la Conférence du désarmement ne soit pas parvenue à un consensus débouchant sur l'augmentation du nombre de ses membres avant le début de sa session de 1994, ainsi qu'elle en avait été instamment priée dans la résolution 48/77 B de l'Assemblée générale, et qu'elle n'a pu résoudre cette question par la suite, en dépit des efforts intenses de l'Ami du Président,

Considérant que les pays candidats aspirent légitimement à participer sans réserve aux travaux de la Conférence du désarmement,

1. Accueille avec satisfaction le rapport, en date du 12 août 1993, du Coordonnateur spécial pour la question de l'élargissement de la composition de la Conférence, désigné par la Conférence du désarmement³, et la liste de pays figurant dans ledit rapport, ainsi que la déclaration postérieure dans laquelle le Coordonnateur spécial a, le 23 août 1993, recommandé une solution dynamique de ladite question;

2. Prie instamment la Conférence du désarmement de ne rien négliger pour parvenir à une solution entraînant, au début de 1995, un net élargissement de sa composition, la Conférence comprenant alors au moins 60 pays membres, comme le Coordonnateur spécial l'a recommandé.

³ CD/1214; voir Documents officiels de l'Assemblée générale, quarante-huitième session, Supplément No 27 (A/48/27), par. 13.